

Lutter résister pour ne pas disparaître

Le 8 mars dernier, la société financière Greensill déposait le bilan à Londres. Société d'affacturage, Greensill est notamment un partenaire financier primordial pour le groupe Liberty, filiale du conglomérat indien GFG Alliance.

Il se trouve que Liberty a racheté depuis quelques années des sites industriels français, et pas des moindres :

- **Les fonderies du Poitou et le dernier fabricant de jantes alu à Châteauroux, dans le secteur automobile.**
- **Aluminium Dunkerque, ex Péchiney.**
- **Le couple Ascoval/Hayange, tout récemment, dans la sidérurgie.**

Autrement dit, l'avenir à très court terme de ces sites est hypothéqué par le risque d'implosion de leur propriétaire, totalement fragilisé sur le plan financier.

Notre ministre de l'économie a déclaré, le 9 mars : « *L'Etat sera derrière les salariés des sites industriels français comme Ascoval, concernés indirectement par le dépôt de bilan lundi de la société britannique de financement Greensill* »

Il se trouve, pour la petite histoire, que le ministère de l'économie a appuyé la reprise de ces sites industriels par le groupe GFG. Et pourtant, la CGT, comme d'autres organisations syndicales en France et en Europe, alerte depuis plusieurs années les pouvoirs publics quant au mode

d'ascension de Liberty dans l'industrie, dans des secteurs majeurs tels l'acier ou l'aluminium.

Tous les observateurs peuvent en effet constater cette boulimie d'acquisitions, accompagnées à chaque fois de promesses d'investissements substantiels.

Rappelons qu'en Europe, Liberty a repris certains sites d'ArcelorMittal, en contrepartie du rachat par ce dernier du groupe Ilva en Italie, et afin de respecter les règles européennes en matière de concurrence. Boulimie d'acquisitions donc, fortement financées par l'emprunt, mais y compris avec une réelle opacité quant à la structure financière de la multinationale.

Le fonctionnement de Liberty, avec Greensill, se rapproche du fonctionnement LBO (financement par l'emprunt, en ponctionnant la trésorerie des sites pour rembourser). A titre d'exemple, ce fut la technique du fond d'investissement américain Apollo (toujours actif dans l'industrie française), lequel a mené Ascométal (aciers spéciaux) au dépôt de bilan, il y a une dizaine d'années.

Le gouvernement ne peut donc pas aujourd'hui faire comme s'il tombait des nues, il savait, il sait.

Les 3 filières en jeu, l'acier, l'aluminium et le secteur automobile sont des filières décrétées stratégiques pour l'industrie française. Des rapports parlementaires en attestent.

Les carnets de commandes pour Ascoval/Hayange, comme pour Aluminium dunkerque, sont très bien orientés actuellement. Il peut en être de même pour les fonderies et la fabrication de jantes. Dès lors que l'Etat contraint les grands donneurs d'ordres tels Renault ou PSA,

en contrepartie des aides publiques, à se fournir en France.

Ces derniers mois, on entend très souvent le gouvernement promettre la réindustrialisation de la France et la relocalisation d'activités.

Pour la CGT, face aux enjeux d'équilibre industriel, et s'agissant de garantir l'activité des sites cités plus haut et le maintien des emplois, le gouvernement est ainsi placé face à une obligation de résultat.

Une dérive outrancière de la financiarisation de l'industrie

Bruno Le Maire vient d'annoncer un prêt de 20 millions d'euros à Ascoval/Hayange pour sécuriser leur fond de roulement, étant donné la carence actuelle de Liberty.

Rappelons que Liberty a dernièrement, pour chaque entité, sollicité un PGE (Prêt Garanti par l'Etat). Seul celui pour la fonderie alu du Poitou a été effectivement versé (18 millions d'euros), mais transféré immédiatement à la banque Greensill, sur ordre de la maison mère GFG !

Nous sommes véritablement ici dans une dérive, la financiarisation de l'Industrie, que nous dénonçons depuis des années. Il est urgent que les pouvoirs publics reprennent la main, par la piste de prises de participations majoritaires au capital, voire, dans les cas d'urgence comme celui-ci, de nationalisation, ne serait-ce que transitoire, afin de pérenniser l'activité et assoir un véritable projet industriel.

Pour les organisations syndicales CGT de liberty cette gestion capitaliste au détriment de l'emploi ne peut plus durer.

Ne perdons pas de vue que l'état abreuve des subventions publiques ces entreprises sans avoir de compte à rendre, ce qui est un scandale !!

Les syndicats CGT de Liberty appellent à signer massivement la pétition afin de dénoncer cette gestion, et exiger une réelle politique industrielle pour assurer la pérennité de l'emploi.

Les syndicats CGT de Liberty réfléchissent à une journée d'actions afin de faire entendre nos revendications légitimes.

**TOUS ENSEMBLE
EXIGEONS LE MAINTIEN
DE L'EMPLOI
ET DE RÉELS
INVESTISSEMENTS
AFIN DE PÉRENNISER NOS
FONDERIES**

BULLETIN D'ADHÉSION

Je souhaite prendre contact me syndiquer

Nom Prénom

Adresse

Tél Entreprise email

A remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise ou à envoyer à la FTM-CGT - Espace Vie syndicale, Case 433, 263 rue de Paris, 93514 Montreuil cedex | Fax : 01.55.82.86.53, mail : vie.syndicale@ftm-cgt.fr

MAINTIEN DE TOUS LES EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

PÉTITION

Les salariés du groupe Liberty exigent par cette pétition le maintien de tous les emplois sur le territoire national.

NOS REVENDICATIONS SONT :

- De réels investissements sur les sites.
- Des engagements de volumes fermes des donneurs d'ordres pour assurer la pérennité des sites.

Nom Prénom	Département	Entreprise	Signature